**Communiqué des enseignants et parents d’élèves du collège Jean Jaurès de Pantin, REP +**

**Vendredi 19 février 2016**

**Pour qui l’éducation est-elle prioritaire ?**

Depuis lundi 15 février, l’équipe éducative et les parents d’élèves du collège Jean Jaurès de Pantin, établissement relevant de l’Education prioritaire depuis des années et classé REP + (*Réseau Education Prioritaire +)*, sont mobilisés.

Malgré les annonces du gouvernement visant à réduire les inégalités, enseignants et parents ont appris que les moyens supplémentaires dédiés spécifiquement à l’éducation prioritaire, continueront de diminuer de façon conséquente à la prochaine rentrée.

Ces heures sont celles qui permettent aux élèves de recevoir un enseignement plus adapté à leurs besoins: cours en demi-groupes, ateliers …

Le collège est jusqu’à présent réputé pour son dynamisme, les enseignants y multipliant depuis plusieurs années les projets innovants (dont « Jaurès à Vélo » constitue sans doute le porte-étendard, <https://fr-fr.facebook.com/jauresavelo> ; <http://www.seine-saint-denis.fr/Jaures-a-velo-et-maintenant-au.html>).

Alors que l’Education Nationale est régulièrement pointée du doigt dans les classements internationaux en raison des inégalités scolaires qu’elle perpétue,

Alors que le Président Hollande annonçait il y a quatre ans vouloir faire de la jeunesse la priorité de son mandat,

Alors que le Premier Ministre dénonçait l’apartheid social qui scinde notre société,

**POUR QUI L’EDUCATION EST-ELLE PRIORITAIRE ?**

L’équipe éducative du collège Jean Jaurès **a été en grève reconductible** du lundi 15 au jeudi 18 février, date d’une audience entre une délégation parents/professeurs et l’Inspection Académique de la Seine Saint-Denis. La demande formulée était le maintien, sinon le renforcement, des heures réservées à l’éducation prioritaire pour la rentrée 2016.

La réunion s’est terminée par une fin de non recevoir.

 En protestation contre la rigidité et le mépris de l’Inspection Académique qui n’a rien voulu entendre, **des parents empêchent aujourd’hui l’entrée des élèves au collège.**